

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Le pouvoir adjudicateur :

CPAM de la Sarthe

178 Avenue Bollée

72033 LE MANS CEDEX 9

Cahier des Clauses Administratives Particulières : marché n°2-2025

Établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :

Prestation de fourniture, d'installation, de maintenance et de supervision d'Infrastructures de Recharge de Véhicule Electrique (IRVE) pour la CPAM de la Sarthe

Procédure adaptée simple en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique.

Date et heure limites de remise des offres : 27 juin 2025 à 12 h 00

SOMMAIRE

Article-1 – Objet de la consultation.....	3
Article 2 – Durée	3
Article 4 – Prix des prestations.....	3
4-1 – Prix de règlement	3
4-2 – Révision des prix.....	3
4-3 – Clause de sauvegarde	4
Article 5 – Droit à paiement	4
Article 6 – Délai de paiement.....	4
Article 7 – Chorus Pro.....	4
Article 8 – Exécution du présent marché	4
Article 9 – Sous traitance	5
Article 10 – Vérification et réception des prestations objet du présent marché	6
Article 11 – Prolongation du délai d'exécution.....	6
Article 12 – Pénalités de retard	7
12-1 – Pénalités de retard	7
12-2 – Pénalités pour non-respect des délais de visite de site (article 5-1-1 du CCTP).....	7
12-3 – Pénalités pour non remise de livrable	7
12-4 – Emission du devis	7
12-5 – Obligations générales au titre de la maintenance	8
12-6 – Délai de rétablissement des bornes de recharge.....	8
12-7 – Délai d'envoi d'un badge RFID.....	8
12-8 – Pénalités en cas d'ajournement des prestations.....	8
12-9 – Pénalités pour non transmission du contrat de sous traitance	8
12-10 – Pénalités pour non-respect des obligations sociales et environnementales.....	8
Article 14 – Assurances.....	9
Article 15 – RGPD	9
Article 16 – Clause de confidentialité	10
Article 17 – Propriété intellectuelle.....	11
17-1 – Précisions relatives à l'identification et au régime des connaissances antérieures	11
17-2 – Précisions relatives aux résultats qualifiés de confidentiels.....	11
Article 18 – Résiliation.....	11
Article 19 – Conflits d'intérêts	12
Article 20 – Clause sociale et environnementale	12
20-1 – Clause sociale.....	12
20-2 – Clause environnementale	12

Article-1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet :

- L'installation, la mise en service et la maintenance d'infrastructures de rechargement de véhicules électriques (IRVE) pour le site de la CPAM de la Sarthe ;
- La fourniture d'un service de supervision et d'exploitation des infrastructures de rechargement de véhicules électriques (IRVE) pour la CPAM de la Sarthe.

La description précise des prestations et les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 2 – Durée

Le marché (logiciel et maintenance) sera conclu pour une durée d'un an à compter de la date de mise en service. Il est renouvelable 3 fois par tacite reconduction pour une période de 12 mois sans toutefois pouvoir excéder 4 ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis d'un mois.

L'installation devra être réalisé sous 3 mois après notification.

Article 4 – Prix des prestations

4-1 – Prix de règlement

Les prestations seront réglées par application de prix unitaires et forfaitaires, tels que fixés dans le cadre de réponse financier, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

A l'exclusion de la révision des prix visés ci-après, les prix fixés dans le cadre de réponse financier de la présente mise en concurrence, ne seront pas modifiables lors de l'émission des bons de commande. Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Il s'agit, notamment, des frais de déplacement, d'hébergement et de repas du personnel du titulaire, du transport et de la livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations.

4-2 – Révision des prix

La révision des prix interviendra à chaque date anniversaire de la notification de la mise en concurrence. Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception de l'offre des soumissionnaires.

Les prix sont révisés par application de la formule suivante : $P(n) = P(o) \times [I(n)/I(o)]$, dans laquelle :

P(n) = prix révisé

Po = prix indiqué au Bordereau des prix

I(n) = dernier indice publié par la Fédération Syntec ou par l'INSEE selon le détail ci-dessous.

I(o) = indice SYNTEC ou INSEE selon le détail ci-dessous, du mois de la remise des offres publié par la Fédération Syntec ou par l'INSEE selon le détail ci-dessous.

4-3 – Clause de sauvegarde

En tout état de cause, la révision des prix ne pourra pas entraîner une hausse de ceux-ci supérieure à **3%** lors d'une révision. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter les nouveaux prix et de résilier la mise en concurrence.

Article 5 – Droit à paiement

La signature du bon de livraison ne peut équivaloir à un quitus de l'Organisme donné au Titulaire sur la qualité de la prestation.

Le silence gardé par l'Organisme dans un délai de quinze (15) jours à compter de la l'exécution de la prestation vaut acceptation du service en qualité et en quantité et ouvre droit à facturation pour le Titulaire.

Article 6 – Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

Article 7 – Chorus Pro

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, La CPAM de la Sarthe informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CPAM de la Sarthe informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

·🔗 Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM de la Sarthe en tant que destinataire de la facture :
786 338 830 00023

·🔗 Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure :
DEPARTEMENT LOGISTIQUE

·🔗 Le numéro d'engagement qui correspond au **NUMERO DE COMMANDE**

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent contrat ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

·🔗 Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>

·🔗 L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Article 8 – Exécution du présent marché

Les caractéristiques des prestations attendues sont spécifiées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières n°2-2025.

Toute communication, orale ou écrite, avec la CPAM doit être réalisée en français ou traduit.

Le marché est exécuté par l'émission de bons de commandes selon les modalités suivantes :

- La CPAM adresse les bons de commandes au titulaire par voie dématérialisée qui devra être confirmée par le titulaire dès réception du courriel.
- La CPAM émet donc au titulaire au fur et à mesure de ses besoins, des commandes par référence au cadre de réponse financier du présent marché.

Les bons de commande comprennent au moins les mentions obligatoires suivantes :

- un numéro de commande ;
- la référence au marché;
- le cas échéant, le délai d'exécution ou de livraison de la prestation commandée et la date de remise du livrable attendu ;
- la désignation de la prestation commandée et sa consistance définie en fonction de l'unité de facturation adéquate ;
- le lieu d'exécution et de livraison ;
- les prix H.T et TTC applicables par référence au cadre de réponse financier du titulaire.

En complément à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, Les bons de commande sont signés par le Directeur de la CPAM ou son représentant.

Les délais fixés dans les bons de commande par la CPAM doivent être conformes aux délais éventuellement fixés par le titulaire dans l'offre jointe au présent marché qui constituent un engagement contractuel ou, à défaut, ceux précisés dans le C.C.T.P.

Toute livraison est faite à l'adresse précisée sur chaque bon de commande dans les conditions de l'article 27 du CCAG-FCS Les frais de transport sont à la charge du titulaire (livraison franco de port et d'emballage).

Une prolongation du délai d'exécution ou un sursis de livraison peut être accordée par la CPAM dans les conditions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

Article 9 – Sous traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les

infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 41.1 du CCAG FCS).

Article 10 – Vérification et réception des prestations objet du présent marché

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par la CPAM ou la personne habilitée à cet effet dans les conditions des articles 27 et 30 du CCAG – Fournitures courantes et services.

La CPAM dispose, par dérogation à l'article 28.2. du CCAG-FCS, d'un délai maximum de 1 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations, à compter de :

- la date de la livraison ou de mise en service des prestations, pour les vérifications effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ;
- la date à laquelle le Titulaire notifie au pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées, pour les vérifications qui sont effectuées en dehors des locaux du pouvoir adjudicateur.

Tous les documents remis par le Titulaire à la CPAM sont rédigés en français.

En cas d'absence de décision donnée dans les délais visés ci-dessus, la prestation sera réputée admise.

Les décisions de réception avec réfaction, d'ajournement et de rejet sont motivées.

En cas de réception d'une décision d'ajournement, le Titulaire dispose, par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, d'un délai de 5 jours ouvrés pour faire ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la CPAM.

Si le Titulaire fait des observations ou procède aux corrections demandées, la CPAM dispose, par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, d'un délai maximum de 15 jours ouvrés pour prendre une décision définitive.

Plusieurs documents peuvent faire l'objet d'une vérification groupée par la CPAM, dans les conditions prévues ci-dessus.

Article 11 – Prolongation du délai d'exécution

La CPAM peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais précisés dans le bon de commande. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait du pouvoir adjudicateur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit informer la CPAM, par voie dématérialisée, des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, il dispose pour cela d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne pourra en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, la CPAM notifie par voie dématérialisée au titulaire sa décision dans le délai maximum de 20 jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai maximal d'exécution défini dans le bon de commande et éventuellement prolongé.

Conformément à l'article 21.5 du CCAG-FCS, un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées ci-dessus.

Article 12 – Pénalités de retard

12-1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque la date butoir pour la remise du dernier livrable fixée dans le bon de commande est dépassée, pour une cause imputable au titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **50 €** par jour ouvré de retard.

En cas de non-respect de la date butoir fixée dans le bon de commande, la présente pénalité s'appliquera entre lesdites dates fixées dans le bon de commande et la date de réception des prestations prise par la CPAM. Les délais de vérifications incombant à la CPAM seront décomptés pour le calcul de cette pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS le montant des pénalités de retard ne peut excéder 30% du montant total hors taxe du marché

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas **100 €** l'ensemble du marché.

12-2 – Pénalités pour non-respect des délais de visite de site (article 5-1-1 du CCTP)

En cas de non-respect du délai de 21 jours ouvrables, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité, d'un montant forfaitaire de **50 €** par jour ouvrables de retard.

12-3 – Pénalités pour non remise de livrable

Lorsque le titulaire ne procède pas à l'envoi d'un compte-rendu d'Audit ou l'émission du devis suite à la visite de site, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité, d'un montant forfaitaire de **200 €** par jour ouvrables de retard.

12-4 – Emission du devis

En cas de non-respect du délai de 21 jours ouvrables entre la validation du devis et le début des travaux titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité, d'un montant forfaitaire de **50 €** par jour ouvrables de retard.

12-5 – Obligations générales au titre de la maintenance

En cas de non-respect des délais mentionnés à l'article 5-4 du CCTP dans le cadre de la maintenance préventive et corrective, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité, d'un montant forfaitaire de **200 €** par jour ouvrés de retard.

12-6 – Délai de rétablissement des bornes de recharge

En cas de non-respect des délais mentionnés à l'article 2 du présent document au terme duquel le Titulaire s'engage à rétablir le bon état de fonctionnement des bornes de recharge, une pénalité d'un montant forfaitaire de **200 €** par jour ouvrés de retard.

12-7 – Délai d'envoi d'un badge RFID

En cas de non-respect du délai de 72h d'envoi d'un badge RFID, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité, d'un montant forfaitaire de **100 €** par jour ouvrables de retard.

12-8 – Pénalités en cas d'ajournement des prestations

Si la CPAM prend une décision d'ajournement des prestations, celle-ci peut décider d'appliquer au titulaire, une pénalité d'un montant forfaitaire de **500 €** par jour ouvré entre la date de l'ajournement et la réception définitive des prestations.

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l'écart entre la date de la décision d'ajournement et la date de la décision de réception du livrable ou de la prestation à réaliser. Les délais de vérification incombant à la CPAM seront décomptés pour le calcul de cette pénalité.

12-9 – Pénalités pour non transmission du contrat de sous traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à la CPAM, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la CPAM, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 3 000 du montant hors TVA du marché ou, à défaut du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

12-10 – Pénalités pour non-respect des obligations sociales et environnementales

En complément à l'article 14 du CCAG, si les obligations en matière sociales et/ou environnementales ne sont pas respectées, une pénalité forfaitaire de **100 €** sera appliquée par constat.

Article 13 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Article 14 – Assurances

Le candidat devra contracter auprès d'une compagnie notoirement solvable et bénéficiant de l'agrément du Ministère des Finances, une police d'assurance responsabilité civile, ainsi qu'une couverture pour les risques : accidents, incendies, explosions, vols, dégâts des eaux, conséquences d'un défaut, etc.

Cette police devra couvrir les dommages corporels et les dommages matériels et immatériels.

Article 15 – RGPD

L'exécution du présent contrat peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CPAM de la Sarthe au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement* » (art. 4 RGPD).

Or, le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (art.28 et s. RGPD) de :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CPAM de la Sarthe, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Apporter l'aide à la CPAM de la Sarthe en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc. ; Chap. III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la CPAM de la Sarthe toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Informer la CPAM de la Sarthe de toute instruction qui pourrait constituer, selon vous, une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier à la CPAM de la Sarthe, toute violation de données que vous traitez pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (Art. 33 RGPD) ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CPAM de la Sarthe (Art. 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CPAM de la Sarthe lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CPAM de la Sarthe rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein de l'accord-cadre qui lie le Titulaire à la CPAM de la Sarthe et notamment celles relatives :

- au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CPAM de la Sarthe (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;

- aux règles relatives à la confidentialité ;
- aux conditions de sécurité précisées au sein d'un éventuel plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de la CPAM de la Sarthe, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans la mesure où le Titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un (Art. 37 RGPD).

Article 16 – Clause de confidentialité

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,

➤ les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Article 17 – Propriété intellectuelle

Pour les besoins du présent marché, il est fait application « du chapitre 6 « Propriété intellectuelle » du CCAG-FCS.

17-1 – Précisions relatives à l'identification et au régime des connaissances antérieures

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre des prestations objet de l'accord cadre.

A ce titre, il revient au Titulaire d'interroger la CPAM concernant les connaissances antérieures qu'elle pourrait mettre à disposition et de les analyser au regard de ses besoins d'utilisation et de leur bonne compatibilité avec les autres connaissances antérieures et les résultats ; de sorte que les livrables dans leur ensemble puissent répondre in fine parfaitement aux besoins exprimés dans le présent accord-cadre.

Par ailleurs, il est stipulé expressément en complément des termes du CCAG que :

- le Titulaire doit, dans la mesure du possible, privilégier le recours à des connaissances antérieures sous licence libre ou sous un régime d'utilisation qui permettrait à la CPAM de les diffuser sous licence libre conformément à l'article 16 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;
- dans l'hypothèse d'une cession à titre exclusif des résultats au profit de la CPAM compte tenu de la nature de ces résultats, les connaissances antérieures incorporées dans lesdits résultats seront également cédées à titre exclusif.

17-2 – Précisions relatives aux résultats qualifiés de confidentiels

Outre les éléments identifiés comme étant confidentiels dans les différentes pièces de l'accord cadre, il est précisé que les résultats intégrant ou mentionnant les éléments suivants doivent être également considérés comme confidentiels et soumis à cession exclusive :

- éléments dont la communication porterait atteinte à un secret protégé par la loi, notamment le secret des affaires ;
- éléments dont la communication porterait atteinte à la sécurité des personnes ou à la sécurité des systèmes d'information des administrations ;
- éléments dont la communication porterait atteinte à la recherche et à la prévention, par les services compétents, d'infractions de toute nature ;
- éléments dont la communication porterait atteinte au déroulement des procédures engagées devant les juridictions ou d'opérations préliminaires à de telles procédures ;
- éléments dont la communication porterait atteinte à la protection de la vie privée.

Article 18 – Résiliation

En cas de défaillance du Titulaire, de non-conformité des fournitures aux caractéristiques et à la qualité souhaitée, ou de non-conformité du service rendu en général par rapport au service attendu, l'Organisme

pourra résilier le marché, sans indemnité, après mise en demeure accordant quinze (15) jours au Titulaire pour remédier aux défaillances constatées.

En outre, le contrat pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

Article 19 – Conflits d'intérêts

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public ».

Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai la CPAM.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, la CPAM peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du présent marché.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

Article 20 – Clause sociale et environnementale

20-1 – Clause sociale

Sans objet

20-2 – Clause environnementale

Dans le cadre de l'exécution du présent de l'accord cadre, le titulaire s'attachera à utiliser du matériel respectueux de l'environnement, notamment en privilégiant la remise de livrables sur support électronique et à défaut l'utilisation de papier recyclé et d'encre recyclée.

Les matériels fournis dans le cadre du présent accord-cadre doivent respecter les exigences en matière des normes et labels environnementaux précisés aux CCTP notamment pour ce qui concerne l'impact sur l'environnement.

S'agissant de la prestation de livraison des fournitures, le Titulaire s'attachera à utiliser des modes de livraison et de transport le moins émetteurs de gaz à effet de serre ainsi qu'une optimisation logistique des chargements et des tournées.

Conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du présent accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le présent accord-cadre.

En cas de non-respect des obligations prévues dans cet article, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 10-10 du présent document.

Article 21 – Opérations opérationnelles

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, le titulaire peut proposer des prix promotionnels tel qu'il est susceptible de les proposer à l'ensemble de sa clientèle dans les conditions définies ci-dessous.

Le titulaire informe par voie dématérialisée la CPAM de son intention de mettre en œuvre cette opération promotionnelle, au minimum sept jours ouvrés avant sa survenance, en précisant :

- la liste du ou des produits concernés ;
- le ou les prix ou taux de remise promotionnels et leur période d'application (date de début et date de fin);
- les pourcentages de variation par rapport aux prix de règlement précédemment pratiqués.

Le ou les prix ou taux de remise promotionnels s'appliquent aux bons de commande notifiés pendant la période promotionnelle, à la condition que cette promotion conduise, à quantité égale, à un montant de la commande inférieure à ce qu'il aurait été par application des prix nets remisés résultant de l'application des clauses prévues dans le présent accord-cadre.

Dans ce cas, pendant la durée de l'opération promotionnelle, les conditions particulières se substituent à celles qui étaient précédemment en vigueur.

A l'issue de la période de promotion, les prix de règlement pratiqués avant l'opération promotionnelle sont à nouveau applicables de plein droit.

Lu et approuvé (1)
Date, cachet et signature
du Responsable de l'Entreprise,

C. P. A. M. de la Sarthe
Le Mans, le
Le Directeur,

Pascal ROCHOIS

(1) *Mention manuscrite*